

**Contact: John Phelan: +32 (0)2 789 24 01**  
**Date: 07/08/2014**  
**Reference: BEUC-PR-2014-019**

## **Le poste de Commissaire européen aux consommateurs doit être au premier plan dans la Commission Juncker**

Jean-Claude Juncker, élu à la présidence de la Commission européenne, est en train de finaliser l'équipe des prochains Commissaires et l'attribution de leurs portefeuilles.

Tous issus d'un État membre différent, les 28 Commissaires hériteront chacun d'un domaine politique à diriger - des services financiers aux affaires étrangères en passant par le transport, l'énergie, l'environnement, etc.

Seul(e) un(e) Commissaire aux questions des consommateurs pourra faire des cinq prochaines années un succès politique européen.

Le BEUC a écrit à M. Juncker et publié un [Manifeste](#) énumérant les défis que les Commissaires vont devoir relever à partir du 1<sup>er</sup> novembre prochain, date de leur investiture.

Monique Goyens, Directrice générale du Bureau européen des Unions de Consommateurs, a commenté :

« La politique des consommateurs est le cordon ombilical politique qui relie les citoyens à l'Union européenne. On ne peut que le rappeler à la Commission. Les questions qui concernent les consommateurs touchent tellement de secteurs qu'un ou une Commissaire déterminé(e) avec une vision claire doit être à la barre.

« L'arsenal législatif de l'Union européenne va prendre de plus en plus d'ampleur. Pourtant, l'UE est encore prisonnière de sa sempiternelle image d'institution distante. Ce que l'on ne voit pas souvent, c'est qu'elle est régulièrement à l'origine de réglementations qui concernent directement les 500 millions de citoyens. Les sujets sont variés, que ce soit la façon dont les banques peuvent traiter leurs clients, la sécurité des produits alimentaires et non alimentaires, le commerce international, la vie privée à l'heure numérique ou encore l'avenir de notre approvisionnement énergétique.

« Nous ne comptons même plus les avancées au fil des ans, comme l'interdiction de l'essence au plomb, la réglementation des frais d'itinérance exorbitants, l'harmonisation des paiements transfrontaliers, ou encore les règles strictes sur les aliments génétiquement modifiés. Mais avec les négociations sur l'accord de libre-échange entre l'UE et les États-Unis qui battent leur plein et le coût toujours plus élevé de la vie, les Commissaires auront l'embaras du choix en matières de tâches urgentes dès leur prise de fonction.

« Défendre une politique forte des consommateurs dans le processus législatif européen ces cinq prochaines années sera un rôle de premier ordre. Nous demandons donc un ou une Commissaire qui ait la détermination et l'expérience nécessaires pour représenter la perspective des consommateurs. Cela est d'autant plus crucial au vu du puissant lobbying des entreprises, ce qui complique de plus en plus la tâche lorsqu'il s'agit de trouver un juste équilibre. Nous comptons sur les gouvernements nationaux pour convoiter activement ce poste crucial maintenant que le processus de nomination touche à sa fin. »

Le Manifeste 2014 du BEUC à l'intention des décideurs politiques européens est accessible [ici](#).

FIN